

## Marcel Jaurant Singer :

### Je pense que l'on est allé trop vite



*Agent secret du SOE (Special Operations Executive) - les services secrets de Winston Churchill - durant la Seconde Guerre mondiale, Marcel Jaurant Singer a ensuite eu une longue carrière au sein de la construction européenne. Tout d'abord à l'Agence Interalliée des Réparations puis à l'Autorité internationale de la Rhür, à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et à l'Office Franco-Allemand, M. Jaurant Singer, 97 ans, est un témoin unique et précieux de l'Europe renaissante.*

*Brieuc Cudennec l'a rencontré pour Sauvons l'Europe, afin de discuter de ses souvenirs d'après-guerre.*

*Tout au long de votre parcours durant la Seconde Guerre mondiale, avez-vous perçu l'idée d'une Europe unie ?*

Il faut s'entendre : pendant la guerre, mon seul problème était de contribuer à ce que l'ennemi soit « sorti » de chez nous le plus vite et le plus radicalement possible. Une fois ceci acquis j'ai, comme tout le monde, pensé à la suite et, d'abord, à la transformation de nos relations avec l'Allemagne : puis, comme tout le monde aussi, à l'association des deux pays à leurs « voisins » au sein d'un ensemble homogène économiquement et socialement (les « six »), conçu comme un noyau d'Europe... C'était bien et c'était raisonnable.

La suite, c'est-à-dire l'Europe telle qu'on l'a fabriquée en intégrant des pays en fonction seulement de leur situation géographique, sans se soucier d'écart, économiques ou sociaux, pourtant patents, me laisse perplexe ; je suis d'accord avec l'idée, beaucoup moins avec le processus...

Après la guerre, alors que tout était à faire et que le monde nouveau se mettait en place progressivement, j'ai eu la chance de participer – bien sûr, à un niveau modeste – d'abord à la liquidation qui s'imposait (à l'Agence Interalliée des Réparations), puis au premier regroupement de l'industrie lourde (à l'Autorité de la Ruhr), enfin aux premiers pas de l'Europe institutionnelle (à la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, où je suis resté 16 ans, jusqu'à la « fusion » qui a réuni en une seule institution (la Commission Européenne) les trois exécutifs des trois Communautés (CECA, CEE et Euratom) ; il y avait alors cinq fonctionnaires pouvant prétendre à la direction générale de l'administration de cette institution (j'étais l'un deux, conseiller hors classe chargé des problèmes statutaires à la Haute Autorité ; un de mes collègues d'Euratom s'occupait des écoles européennes ; et chacun des exécutifs avait un directeur général de l'administration).

C'est, assez logiquement, celui qui dirigeait l'administration de la Commission de la CEE qui a été désigné. On m'a proposé la direction du personnel (avec maintien de mon grade, bien entendu). J'ai préféré me retirer et suis passé à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, dont je suis devenu secrétaire général-adjoint, dans une structure très différente de celle que l'on connaît maintenant (outre la coordination de deux directions nationales, le secrétariat général assurait information et relations publiques de l'institution, mon collègue allemand, le secrétaire général, s'occupant de la France, et moi de l'Allemagne).

*C'est l'Accord de Petersberg du 22 novembre 1949 qui permet à la République Fédérale d'Allemagne de devenir membre à part entière de l'Autorité Internationale de la Ruhr. Était-ce une évolution logique ou une façon de répondre aux tensions internationales avec l'Union soviétique ?*

Après avoir vécu à l'Agence Interalliée des Réparations la partition des Indes en Inde et Pakistan, j'ai eu la chance de suivre, à l'Autorité de la Ruhr, la renaissance de l'Allemagne démocratique : présente, d'abord, sous forme de « bizona » (ensemble des zones d'occupation américaine et britannique), l'Allemagne (celle de l'Ouest, alors, bien entendu)- dès que la République Fédérale créée le 8 mai 1949, fut en mesure de « fonctionner »- a occupé, au sein du Conseil de l'Autorité, le siège « normal » qui lui était dévolu, et une délégation allemande analogue à celles de la Belgique, des Etats-Unis, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, a remplacé celle des autorités d'occupation.

*Le principe de la CECA fut-il accepté par tous ou y'a-t-il eu des débats entre les états-membres concernant son fonctionnement ?*

Je n'ai pas connaissance qu'il y ait eu la moindre dissension au sujet de la mise en œuvre du Traité. L'enthousiasme était évident, et tout le monde travaillait avec ardeur. Nous nous adaptions les uns aux autres, essayant de prendre le meilleur de chacun ; créant, sans doute, une forme internationale de travail propre à ce qu'était alors l'institution (elle « tenait », à Luxembourg, dans deux étages d'un bâtiment de la place de Metz). Nous formions une véritable équipe, et des liens se sont créés qui ont duré au-delà des mutations et des retraites.

*Quel était l'esprit de la CECA ?*

Je pense qu'il y avait un « esprit CECA », sans distance hiérarchique, marqué par la grande simplicité des « membres », qui se contentaient chacun d'un collaborateur et d'une secrétaire (auprès de Jean Monnet, Georges Berthoin et Mme. Miguez) ; et j'ai le souvenir de notre perplexité, lorsque nous avons travaillé avec nos collègues des institutions bruxelloises, devant le souci évident qu'ils avaient du niveau de leur interlocuteur.

Monnet, s'il paraissait fragile, était inépuisable. Il tenait des heures, lui qui ne fumait pas, présidant la séance de la Haute Autorité avec une discrète fermeté, dans une salle envahie par un nuage de tabac. Une tasse de thé, de temps en temps, un toast, lui suffisaient. Il lui arrivait même, après une séance prolongée tard dans la soirée, voire tard dans la nuit, de dire au chauffeur qui l'attendait et lui lançait un « À la Maison Monsieur ? » plein d'espoir ; « Non, à Paris ! ».

J'ai une fois, remplacé auprès de lui, pendant deux ou trois semaines Georges Berthoin qui était malade. J'étais devenu le collaborateur unique et direct de Jean Monnet. Le président était souvent au bureau de matin au soir et du soir au matin. Un soir, entre onze et heures minuit (au bureau), il m'appelle et me tend un papier ; c'est une petite liste de noms de personnalités : « Invitez-les à déjeuner ». « Pour quand s'il vous plaît ? »- « Pour demain évidemment ! ». Le premier nom est celui d'un ministre sarrois. Je téléphone un peu gêné. Légère hésitation au bout du fil « Oh, je suis pris ! » puis « Mais non ! Je vais me dégager... Je serai là ».

J'ai appelé les autres invités (vers minuit) sans le moindre scrupule et j'ai été accueilli par tous avec le même évident enthousiasme : L'aura de Monnet était telle que l'approcher- à fortiori être invité par lui- était un privilège reçu comme un honneur par les plus grands !

*Les principes de la CECA font écho aux propositions du Baron Salter qui était considéré par Winston Churchill comme « le plus grand économiste depuis Jésus-Christ ». Pourtant, le Royaume-Uni était absent de la CECA. Comment comprendre les différentes oppositions britanniques à la construction européennes selon vous ?*

Mon sentiment personnel est que le Royaume-Uni tient à être maître des décisions qu'il est amené à prendre. Il a, après une longue observation, adhéré (je n'ai pas connu cette période), et a, un temps, « subi » le système communautaire. Maintenant, le Brexit est devant nous. Il y a certainement des « européens » convaincus outre-Manche, mais il faut croire qu'ils ne sont pas la majorité.

*Vous êtes ensuite devenu Secrétaire général adjoint de l'Office Franco-allemand pour la Jeunesse. Qu'avez-vous appris au contact de la population allemande et notamment des jeunes ?*

À l'Office, dans sa structure d'origine, le Secrétariat général avait, outre le rôle de coordinateur du travail des deux directions nationales, une fonction d'information et de relations publiques. Mon collègue allemand se chargeait de l'assumer en France ; et je faisais le travail en Allemagne, où- du coup- j'ai beaucoup voyagé, rencontré les organisations de jeunes et les responsables des services publics, et fait connaître l'action de l'institution et les possibilités qu'elle offrait aux jeunes.

J'ai toujours été bien accueilli, et j'ai gardé un vraiment bon souvenir de cette expérience.

Même si ses moyens ont été réduits par la suite, l'O.F.A.J. poursuit- et il le fait avec efficacité et succès- une œuvre de rapprochement dont les effets sont palpables aussi bien dans le monde du sport et du travail que, bien entendu, dans les universités.

*L'Union Européenne connaît une certaine crise avec les négociations du Brexit et avec l'installation de régimes conservateurs et peu favorables à l'Union tels que la Hongrie ou la Pologne. Quel est votre regard sur l'actualité et comment peut-on améliorer le fonctionnement de l'Union Européenne selon vous ?*

Les hommes politiques s'y cassent les dents et ce n'est pas moi qui vais leur faire la leçon. Mais je pense que l'on est allé trop vite. On a regardé la carte et, me semble-t-il, rêvé l'Europe et intégré pour intégrer, oubliant que la réussite des « six » était celle de pays de même niveau économique et social. On a bousculé l'Europe naissante, comme on l'avait déjà bousculée en voulant créer trop tôt la Communauté Européenne de Défense (CED) qui, à l'époque, était « impensable » pour beaucoup. Et comme, si l'on a pu remiser pour un temps, sans trop de dégâts, l'idée de la CED, il était impossible de refermer la porte ouverte, l'Europe agrandie et apparemment renforcée, s'est trouvée face à des problèmes que les états concernés auraient dû avoir résolus avant d'y être admis. Cela n'a certainement pas été heureux.

Coopération et modération sont, pour moi, les mots-clés d'un progrès raisonnable.

